

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

**DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

Bureau des procédures environnementales et foncières
Installations classées pour la protection de l'environnement

Mise en demeure de régulariser la situation administrative

Société CHARIER CM exploitant la carrière
située au lieu-dit "L'Angibourgère"
à La Tourlandry sur la commune de Chemillé-en-Anjou

DIDD 2018 - n °328 du 29/11/2019

ARRÊTÉ

Le préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral DIDD-2011 n°17 du 20 janvier 2011 autorisant la société Lahaye TP à exploiter la carrière située au lieu-dit "L'Angibourgère" à La Tourlandry sur la commune de Chemillé-en-Anjou ;

Vu l'arrêté préfectoral DIDD-2013 n°26 du 14 février 2013 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit "L'Angibourgère" à La Tourlandry sur la commune de Chemillé-en-Anjou à la société Charier CM dont le siège social est situé à « La Clarté » 44410 Herbignac ;

Vu l'article 3.2.3.2 (§II) de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2011 susvisé qui prévoit notamment :

- Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit muni d'un totalisateur, et d'un dispositif de prélèvement.

Vu l'article 18.2.3. (II) de l'arrêté ministériel susvisé qui prévoit notamment :

- Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 14 octobre 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de l'exploitant du 22 octobre 2019 reçu en préfecture ;

Vu le décret du Président de la République du 7 mai 2019 portant nomination de M. René BIDAS en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du président de la République du 28 février 2019 portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral SG/MPCC n° 2019-129 du 15 novembre 2019 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, secrétaire générale de la préfecture publié au recueil des actes administratifs (RAA) le 18 novembre 2019 ;

Considérant que lors de la visite en date du 25 septembre 2019, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- L'émissaire de rejet des eaux de la carrière n'est pas équipé d'un canal de mesure du débit et de fait n'est pas muni d'un totalisateur. L'émissaire de rejet ne satisfait pas aux dispositions des articles susvisés ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 3.2.3.2 (§II) de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2011 susvisé et de l'article 18.2.3. (II) de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Charier CM de respecter les prescriptions de l'article 3.2.3.2 (§II) de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2011 susvisé et de l'article 18.2.3. (II) de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 - La société CHARIER CM dont le siège social est situé à « La Clarté » 44410 Herbignac, exploitant une installation d'extraction de matériaux (carrière) sise au lieu-dit « L'Angibourgère » à La Tourlandry sur la commune de Chemillé-en-Anjou, **est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.2.3.2 (§II) de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2011 susvisé et de l'article 18.2.3. (II) de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé :**

Dans un délai de six mois, à cet effet, l'exploitant met en œuvre un émissaire de rejet des eaux de la carrière équipé d'un canal de mesure du débit muni d'un totalisateur.

Article 2 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de sept mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - En application de l'article L221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 :

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Chemillé en Anjou et affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire puis transmis à la préfecture.


Le texte complet peut être consulté à la préfecture, et à la mairie de Chemillé en Anjou.

Article 6 :

La secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de Cholet, le maire de la commune de Chemillé en Anjou, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 29/11/19

Pour le préfet, et par délégation
La secrétaire générale de la préfecture



Magali DAVERTON

